

RAPPORT

développement durable



Bilan 2012

Pôle aménagement environnement



Avancer, c'est notre nature

PRÉAMBULE

Dans ce troisième rapport présentant la situation du Conseil général de l'Orne en matière de développement durable (DD), seront rappelées les grandes étapes qui retracent comment le développement durable s'est ancré dans le fonctionnement quotidien des services départementaux et dans la mise en œuvre des compétences de notre collectivité.

Pour mémoire, le développement durable a pour vocation à concilier les aspects économiques, environnementaux et sociaux de toute action.

Ensuite, plusieurs indicateurs, qui seront détaillés, illustreront les avancées dans tel ou tel domaine, au regard des finalités du développement durable.

Enfin, sur la base du travail réalisé l'an passé, l'ensemble des activités du Conseil général présentées selon l'architecture de la LOLF seront revisitées sous l'angle DD afin d'estimer les progressions ou les marges de manœuvre encore existantes.

En 2012, le Conseil général a réalisé son premier bilan carbone, qui consiste en un bilan de ses émissions de gaz à effet de serre. Ce diagnostic initial, qui servira de base à la réalisation du plan climat énergie territorial, a constitué une démarche innovante et transversale qui a intéressé tous les services départementaux sur les deux thématiques fondamentalement DD que sont : l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses impacts.

Ainsi, le travail mené de manière collégiale par l'ensemble des directions servira à alimenter ce rapport DD sur quelques thématiques.

Pour mémoire, l'ensemble de l'activité du Conseil général est couvert par 5 enjeux stratégiques :

- relever les défis démographiques
- agir en faveur de l'emploi
- conjuguer les solidarités
- valoriser un territoire riche et préservé
- conserver une capacité d'action.

Et les 5 grandes finalités du développement durable sont :

- 1 Lutte contre le changement climatique**
- 2 Préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources**
- 3 Cohésion sociale et solidarité entre les territoires et les générations**
- 4 Epanouissement de tous les êtres humains**
- 5 Dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables**

SOMMAIRE

A – L’ancrage du développement durable au Conseil général de l’Orne p.5

B – Tableau de bord DD p.6

C – Les actions de la collectivité sur le territoire en matière de développement durable p.8

C.1 Enjeu : Relever les défis démographiques p.8

C.2 Enjeu : Agir en faveur de l’emploi p.11

C.3 Enjeu : Conjuguer les solidarités p.12

C.4 Enjeu : Valoriser un territoire riche et préservé p.13

D – La collectivité exemplaire et responsable p.17

D.1 Enjeu : Valoriser un territoire riche et préservé p.17

D.2 Enjeu : Conserver une capacité d’action p.18

E – Modalités d’élaboration, de mise en œuvre et d’évaluation des actions, politiques publiques et programmes au regard d’une démarche de développement durable p.20

E.1 L’organisation du pilotage des actions, politiques publiques et programmes p.20

F – Les axes d’amélioration pour 2013 p.21

Glossaire p.23

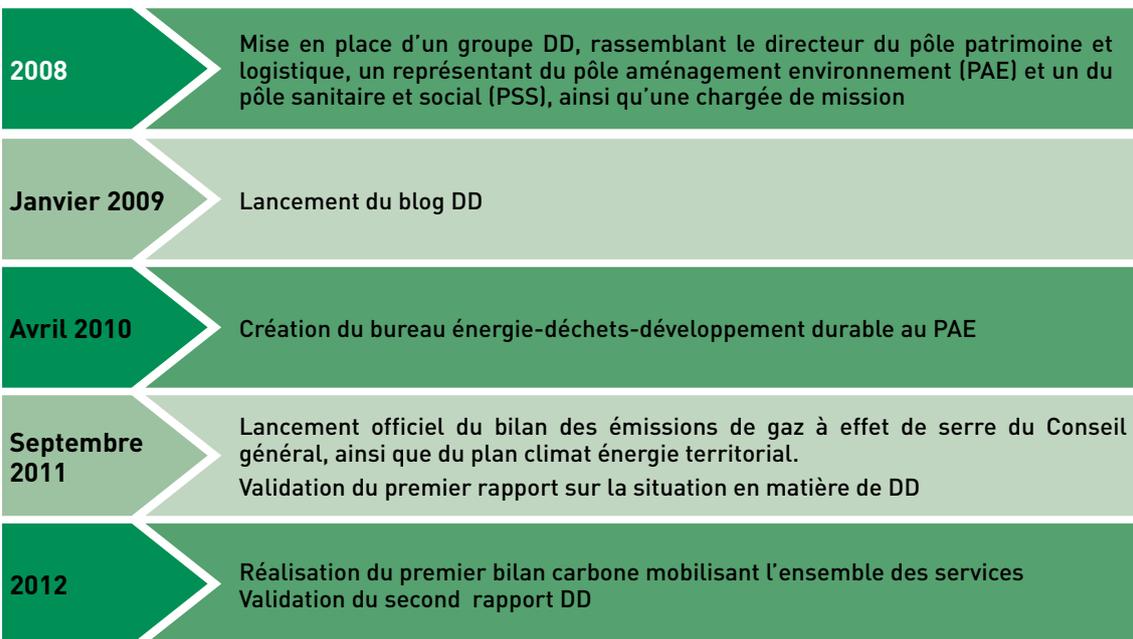


RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

A - L'ancrage du développement durable au Conseil général de l'Orne

La prise en compte du développement durable s'est effectuée de manière progressive et structurée dès 2008 au sein du Département.

Ci-dessous sont retracées les principales grandes étapes de cette démarche :



De nombreuses actions pratiques ont été menées et se sont amplifiées tout au long de ces étapes.



RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

B - Tableau de bord DD

CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE		Unité	2011	2012	Évolution
Consommation de bois	tonnes	18	17	stable	
Consommation de gaz	kWh	4 000 491	4 928 994	+ 19 %	
Consommation de fuel	litres	34 080	32 584	- 4,5 %	
Consommation d'électricité (chauffage électrique inclus)	kWh	4 557 382	4 778 314	+ 4,6 %	
Proportion d'électricité achetée certifiée d'origine renouvelable	%	20	100	x 5	
PRODUCTION D'ÉNERGIE RENOUVELABLE		Unité	2011	2012	Évolution
Surface de panneaux photovoltaïque installée	m ²	227	227	stable	
Production photovoltaïque - Puissance crête	MWh	14	15,12	+ 8 %	
Surface de panneaux solaires thermiques installée	m ²	15	15	stable	
Nombre de chaufferies bois installées	Unité	2	3	+ 33 %	
Puissance chaufferies bois installées	kW	50	150	+ 200 %	
DÉPLACEMENTS		Unité	2011	2012	Évolution
Consommation moyenne du parc de véhicules et engins	L/100 km	10,2	10,52	+ 4,7 %	
Nombre de véhicules émettant moins de 120 g CO ₂ /km	Unité	121	149	+ 22 %	
Nombre de véhicules électriques	Unité	1	2	+ 100 %	
Transports départementaux : liaisons urbaines	km	1 470 172	1 680 317	+ 14 %	
Transports départementaux : ramassage scolaire	km	3 808 890	3 930 255	+ 3 %	
Transports départementaux : transport à la demande	km	141 926	144 726	+ 2 %	
INTRANTS		Unité	2011	2012	Évolution
Montant moyen achat fournitures de bureau	€	334 119	304 238	- 8,9 %	
Montant produits d'entretien et marchés	€	67 694	61 182	- 9,6 %	
Consommation de papiers	millions de feuilles	15,5	12,5	- 19 %	
Utilisation de produits phytosanitaires par le service des espaces verts et des routes départementales	litre	0	0	stable	

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMMOBILISATIONS	Unité	2011	2012	Évolution
Nombre d'ordinateurs (hors collègues)	Unité	1 013	1 040	+ 2,6 %
Nombre d'ordinateurs dans les collègues	Unité	2 117	2 601	+ 22,8 %
Nombre d'imprimantes	Unité	547	510	- 6,7 %
Nombre de copieurs	Unité	72	75	+ 4 %
Nombre de véhicules de service	Unité	381	392	+ 2,8 %
EAU	Unité	2011	2012	Évolution
Consommation d'eau	m ³	13 682	12 634	- 7,6 %



RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

C - Les actions de la collectivité sur le territoire en matière de développement durable

C.1 Enjeu : relever les défis démographiques

Enjeu	Objectif stratégique	Programme (budget 2011) Budget 2012	Évolutions (2011-2012)		Observations
			Budget	Impact DD	
Relever les défis démographiques	Améliorer les services de proximité	922 Transports de personnes (19,7 M€) 19,0 M€	- 3,5 %		Fréquentation accrue en 2012 malgré un budget en baisse.
		953 Développement harmonieux du territoire (12,8 M€) 12,0 M€	- 7,5 %		Le budget est en baisse, mais des effets importants au niveau de la couverture médicale de l'Orne et de la création et le maintien d'emplois.
	Soutenir la famille	961 Enfance-famille (7,3 M€) 7,9 M€	+ 8,2 %		Une légère hausse de budget qui concorde avec une augmentation de la capacité des lieux d'accueil collectif.
	Favoriser l'accès aux soins	964 Santé (3,9 M€) 4,8 M€	+ 24 %		Le budget est en forte hausse et le nombre de dépistages effectués a également fortement augmenté. De plus un nouveau mammobile numérique, la première unité de radiologie mobile en France, a été acquis.
	Favoriser l'épanouissement des jeunes	932 Collèges Formation initiale Jeunesse (41,6 M€) 40,5 M€	- 2,6 %		Malgré un budget en légère baisse, le taux d'équipements numériques est en constante augmentation et des initiatives DD comme l'incitation à une restauration locale ou une sensibilisation sur l'énergie se poursuivent.
	Encourager les pratiques sportives	931 Sport (1,5 M€) 1,8 M€	+ 18 %		Avec un budget en hausse, notamment sur l'investissement, le sport a été encore fortement soutenu en 2012, favorisant l'épanouissement de tous et notamment lors des jeux paralympiques.
	Affirmer une offre culturelle de qualité	933 Action culturelle et enseignement artistique (3,9 M€) 4,2 M€	+ 8,6 %		Le territoire est mieux couvert en termes de médiathèques favorisant un meilleur accès à la culture pour tous.

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

➤ Les faits marquants

☒ Service des transports

En 2012, la fréquentation sur les lignes régulières du réseau de transport Cap Orne a encore augmenté, notamment grâce la mise en place d'une tarification unique forfaitaire de 2€ par trajet et une meilleure adaptation de l'offre aux besoins.

Trois autocars ont par ailleurs été achetés en 2012 dont un est équipé d'origine pour le transport des handicapés et les deux autres adaptables.

☒ Développement harmonieux du territoire

➔ **Au niveau de la santé et de la sécurité des Ornaïens** : 10 millions d'€ ont été consacrés au SDIS et aux bâtiments de gendarmerie afin d'assurer la sécurité des Ornaïens et de leurs biens.

Par ailleurs le Conseil général poursuit son action visant à favoriser l'installation de 8 médecins ou dentistes pour améliorer la couverture médicale du territoire dans les zones sous dotées.

☒ Petite enfance

Par une aide financière au démarrage, le Département a soutenu la création de 32 places supplémentaires en structure collective (Radon, Trun, Ferté-Macé).



☒ Santé



Nouveau Mammobile numérique, première unité mobile de radiologie en France, qui a reçu le coup de cœur du jury des Prix Territoriaux délivrés par la Gazette des communes-GMF

Le nombre de dépistages des cancers et autres maladies graves a connu une hausse en 2012 :

2480 dépistages (VIH, Hépatite C et B) en 2012 contre 2 080 en 2011
13975 dépistages du cancer du sein contre 12 133 en 2011
16364 dépistages du cancer colorectal contre 15 177 en 2011



Le dépistage précoce des difficultés chez les enfants reste une priorité pour la PMI, ainsi en 2012 un nombre important a été réalisé mettant en évidence plusieurs problèmes pouvant nuire à la scolarité future.

602 séances dans des écoles maternelles du département (547 en 2011)
2 978 enfants ont été vus par le médecin PMI ou la puéricultrice



➤ Indicateurs LOLF

- 12 363 élèves transportés (+ 1,2%)*
- Coût moyen, d'un élève transporté 877,49 € (+ 5,6%)
- Nombre d'incidents 101 (-15%).

➤ Indicateurs LOLF

- 27 professionnels de santé (+93%) aidés pour une dépense moyenne de 9 402 € (+31,6%).

* Progression par rapport à 2011.

➤ Indicateurs LOLF

- 13 975 réponses (+15%) pour 23 264 femmes (+8%) convoquées au dépistage du cancer du sein.

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

➤ Indicateurs LOLF

- 10 674 collégiens publics (+ 1 %)
- 67 tableaux interactifs financés (+ 81 %)
- 3 076 élèves boursiers (- 1,9 %)
- 24 associations jeunesse aidées (- 4 %).

➤ Collèges, jeunesse

3 collèges ont été entièrement rénovés pour des économies substantielles de consommation de fluides/m².

Poursuite de la démarche de sensibilisation des collèges à l'emploi de produits agricoles locaux de qualité (circuits courts) avec notamment l'organisation d'un stage à destination des agriculteurs pour leur faire connaître les débouchés de la restauration collective et les aider à savoir répondre aux appels d'offres.

2 collèges supplémentaires pourvus en équipements hydro-économiques

3 collèges ont préparé une opération visant à changer les comportements en matière de consommation énergétique.

Par ailleurs grâce au financement du Conseil général, le site universitaire de Montfoulon a pu mettre en place des cours d'anglais gratuits pour les étudiants.

3 076 jeunes Ornais bénéficiaires des bourses d'enseignement secondaire (331 400 €)

430 jeunes Ornais bénéficiaires des bourses d'enseignement agricole (30 100 €)



Depuis Pâques 2012 toutes les salles de classe des collèges sont munies au minimum de 2 accès au réseau informatique de l'établissement. De même, l'équipement en matériel informatique s'est poursuivi avec comme priorités : le renouvellement des PC, l'achat de vidéo projecteurs et une expérimentation de tablettes numériques.

- Achat de matériels informatiques dans les collèges : 488 765 €
- Frais de télécommunication des collèges : +10,5 % en 2012

➤ **Jeunesse** : une enquête a été lancée en collaboration avec le CRIJ afin de mieux cerner les attentes des jeunes en termes de formations et ajuster le cas échéant la politique du Conseil général. Les conclusions de cette enquête seront connues fin 2013.

➤ Sport

Le département a mis à l'honneur 39 sportifs de haut niveau, représentant 18 disciplines sportives.

2 Ornais aux jeux paralympiques de Londres : les pongistes de la Bayard d'Argentan Émeric Martin et Frédéric Bellais.

➤ Action culturelle



3 000 spectateurs ont assisté gratuitement au concert de Gérard de Palmas au sein du Conseil général.

284 261 documents collectionnés par la MDO
7 médiathèques supplémentaires financées par le Conseil général



➤ Indicateurs LOLF

- 67 980 spectateurs payants aux spectacles subventionnés par le département (+ 3 %)
- 123 769 prêts de documents départementaux (+ 18 %).

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

C.2 Enjeu : agir en faveur de l'emploi

Enjeu	Objectif stratégique	Programme (budget 2011) Budget 2012	Évolutions (2011-2012)		Observations
			Budget	Impact DD	
Agir en faveur de l'emploi	Maintenir et dynamiser le tissu économique local	951 Actions économiques (5,4 M€) 6,1 M€	+ 12,3 %		Le budget a augmenté en 2012 et le nombre d'opérations aidées a doublé.
		953 Développement harmonieux du territoire (381 000 €) 133 000 €	- 65,2 %		Les zones d'activités ont un impact positif en matière économique mais elles peuvent occuper des terrains naturels, impactant ainsi la biodiversité.
	Favoriser l'adaptation de l'agriculture et valoriser la filière équine	924 Agriculture et cheval (4,5 M€) 5,4 M€	+ 20,4 %		L'augmentation est liée aux investissements réalisés au Haras du Pin en vue des Jeux équestres mondiaux 2014.

➤ Les faits marquants

➤ Action économique

Au titre du fonds départemental de développement économique, 25 opérations ont été soutenues en 2012, soit 92 % de plus qu'en 2011, pour 2,5 M€.

Prévision de création de 227 emplois
Maintien de 197 emplois



➤ Agriculture et cheval



Le programme qui intègre principalement des critères DD, le Plan végétal environnement, a connu une baisse en nombre de dossiers, 10 en 2012 contre 14 en 2011.

Toutefois, 90 000 € ont été alloués pour les agriculteurs en difficulté. De même les aides allouées dans le cadre du PBME bovin-ovin-caprin vont générer 9,3 M€ de travaux sur le territoire.

S'agissant de la filière équine, le Conseil général soutient d'une part le domaine sportif, avec 80 % des dépenses de fonctionnement et l'élevage avec 10 % de ces mêmes dépenses.

Un accent fort est mis sur le Haras du Pin qui accueillera en 2014 les jeux équestres mondiaux. Ainsi, 643 000 € ont été dépensés sur ce projet.

➤ Indicateurs LOLF

- 45 jeunes agriculteurs aidés (+ 2,3 %).

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

C.3 Enjeu : conjuguer les solidarités

Enjeu	Objectif stratégique	Programme (budget 2011) Budget 2012	Évolutions (2011-2012)		Observations
			Budget	Impact DD	
Conjuguer les solidarités	Adapter les dispositifs de réponse en matière de protection de l'enfance	961 Enfance Famille (37,0 M€) 39,0 M€	 + 5,4 %		Les besoins en protection infantile et placements sont assez importants en 2012 et entraînent des coûts plus importants, pour autant ils contribuent à une meilleure protection de l'enfance.
	Favoriser l'autonomie et adapter la prise en charge des personnes âgées et handicapées	962 Dépendance Handicap (87,5 M€) 88,2 M€	 + 0,8 %		A l'image du budget, le nombre de personnes âgées ou handicapées demeure relativement stable en 2012. Un accent est toutefois mis sur les services d'aide à domicile.
	Agir contre la précarité et l'exclusion	963 Cohésion sociale (45,5 M€) 47,7 M€	 + 4,9 %		La hausse du budget s'explique par une augmentation de l'enveloppe RSA et par un plus grand nombre de dossiers d'aide à la pierre. Les actions de ce domaine contribuent fortement par nature à une meilleure cohésion sociale et à une solidarité entre les générations et les territoires.

Les faits marquants

Enfance - Famille

Mise en place à titre expérimental d'un service d'action éducative en milieu ouvert renforcé afin de prévenir les placements. 23 mineurs en suivi renforcé à domicile évitant une mesure de placement pour 78 % des cas. Le foyer de l'enfance a connu une forte augmentation qui n'est pas sans poser des problèmes de gestion : 5 634 journées réalisées en 2012 contre 4 553 en 2011. 86 % de ces placements s'effectuent sur décision judiciaire.

Dépendance - Handicap



Nouvelle convention avec la CNSA pour améliorer la qualité du service rendu aux personnes handicapées.

L'Orne se caractérise par un taux d'équipement en lits d'EHPAD parmi les plus élevés au niveau national. Cette tendance s'est encore confirmée en 2012 avec l'augmentation du nombre de places dans différents établissements subventionnés par le Conseil général.

Au niveau du handicap, 2012 a été marquée par la mise en service d'accompagnement social à domicile : le SAVS et le SAMSAH.

Cohésion sociale

Signée en 2011, la convention qui lie le Conseil général à l'ANAH dans le cadre du programme "habiter mieux", permet de verser une aide complémentaire pour améliorer la qualité thermique des logements.

71 logements en ont bénéficié en 2012 contre 6 en 2011



Indicateurs LOLF

- 7 134 bénéficiaires de l'APA de 75 ans et plus (+ 1,4%) dont 3 746 à domicile (+ 0,6%).

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans le même souci d'agir en amont des situations de précarité énergétique grandissantes, le Conseil général a mis en place des ateliers collectifs pour aider les personnes en difficulté à mieux gérer leurs consommations de fluides, et il a poursuivi ses actions de formation des travailleurs sociaux sur cette thématique.

S'agissant des gens du voyage, le Conseil général finance les aires d'accueil et anime également des groupes de travail pour l'accès aux droits et à la santé, l'insertion sociale et professionnelle, la scolarisation et l'accompagnement scolaire.

C.4 Enjeu : valoriser un territoire riche et préservé

Enjeu	Objectif stratégique	Programme (budget 2011) Budget 2012	Évolutions (2011-2012)		Observations
			Budget	Impact DD	
Valoriser un territoire riche et préservé	Développer les infrastructures de réseaux	921 Réseau routier (67,8 M€) 61,3 M€	 - 9,6 %		Baisse importante du budget sur les nouveaux projets, d'où un impact moindre sur les milieux. Toutefois, les portions réalisées permettent de mieux irriguer le territoire.
		925 Action numérique (1,6 M€) 499 000 €	 - 68,3 %		Malgré une baisse conjoncturelle importante du budget, les actions menées contribuent toujours à réduire fortement les déplacements tout en améliorant l'accessibilité des Ornaïens aux TIC.
	Sécuriser la ressource et l'alimentation en eau	923 Environnement (6,7 M€) 7,0 M€	 + 6 %		L'accès et la préservation d'une eau de qualité et en quantité sont fondamentales pour l'activité économique, la santé des Ornaïens et la biodiversité.
	Valoriser les patrimoines historiques et environnementaux	923 Environnement (2,0 M€) 2,7 M€	 + 29,8 %		Avec une augmentation de budget importante, ce domaine d'action est très bénéfique pour les thématiques DD.
		934 Patrimoine culturel (3,3 M€) 3,0 M€	 - 8,6 %		L'augmentation des collections des archives renforce la solidarité entre les générations. Toutefois, plusieurs musées ont eu une baisse de fréquentation en 2012.
	Promouvoir le tourisme en territoire Ornaïens	952 Action touristique (2,4 M€) 2,9 M€	 + 17,1 %		Le budget est en hausse, mais l'orientation de la politique touristique intègre de nombreux critères DD. Un accent particulier a été mis sur la promotion de la Véloscénie, voie verte reliant Paris au Mont St Michel.

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

➤ Les faits marquants

📦 Développer les infrastructures de réseau



➔ **Transport routier** : un budget constant est alloué à la sécurité sur les routes départementales, que ce soit par l'entretien du réseau, les investissements spécifiques en matière de sécurité ou encore par l'information sur les conditions de circulation en période hivernale via le site internet.

➔ **Valorisation des bords de routes** : par ailleurs, une étude menée en 2012 en interne a permis de mettre en valeur le potentiel de valorisation en bois énergie des délaissés routiers et bords de routes. Ainsi, il a été envisagé des plantations orientées bois énergie sur les travaux neufs réalisés entre Flers et Landigou.

Cette démarche vise à réduire les coûts d'entretien liés aux bords de routes, mais aussi à réduire la facture énergétique du Conseil général par l'emploi d'une ressource locale et renouvelable afin d'alimenter nos propres chaudières bois.



▲ Avant travaux Après travaux ▼

➔ **Restauration de continuité écologique** : une opération innovante a été réalisée par le Département de l'Orne en partenariat avec le Parc naturel régional Normandie Maine, en octobre/novembre 2012 : un chantier de renaturation d'un ruisseau forestier sur la commune de Saint-Nicolas-des-Bois en forêt d'Ecouvès. Il s'agissait de restaurer les anciens méandres de ce cours d'eau ainsi que de ré-aménager les ouvrages de franchissement routier de façon à rétablir la circulation piscicole et le potentiel écologique du ruisseau.



Afin d'évaluer l'incidence de ce projet, un suivi piscicole a été mis en place. Ce suivi consiste en l'observation de l'activité nocturne du cours d'eau par prospection à la lampe. Un suivi a été conduit en septembre 2012 (avant travaux) et sera reproduit pour des débits similaires en 2013 (après travaux).

Ces travaux ont fait l'objet d'une visite des élèves de 6^e du collège Henri Delivet à Carrouges qui ont choisi l'option environnement. Le 12 novembre 2012, ils sont venus voir les travaux réalisés par le Conseil général sur ce cours d'eau afin de lui rendre ses méandres naturels. Une journaliste du site 'TAVIDADO' est également intervenue pour un reportage diffusé sur ce site internet.



📦 Sécuriser la ressource et l'alimentation en eau

➔ **Ressource en eau** : 529 nouvelles habitations assainies en 2012. 3 nouvelles stations d'épurations ont été construites et financées.

Les aides du Conseil général contribuent également au développement de l'économie sur le territoire. Ainsi ont été engagés les volumes de travaux suivants par des partenaires :

- 1,5 M€ pour la restauration des cours d'eau et la lutte contre les inondations.
- 16,1 M€ d'études et travaux pour l'eau potable et l'assainissement.

➤ Indicateurs LOLF

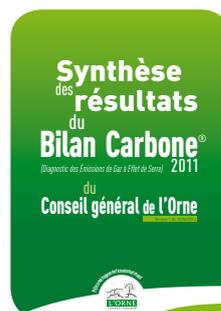
- 4 825 habitations collectivement assainies depuis 2006 (+12,3 %).

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

↳ Valoriser les patrimoines environnementaux

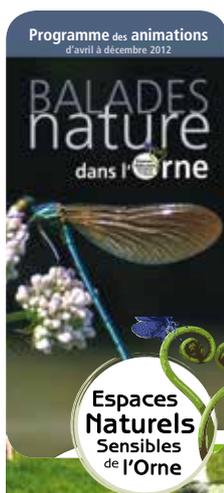
→ **Énergies renouvelables et efficacité énergétique** : une puissance globale de 2 222 kW en systèmes de chauffage au bois a été financée en 2012 auprès de tous publics, de même que 2 nouveaux projets de méthanisation agricole.

Par ailleurs, en 2012 le Conseil général a réalisé son premier bilan carbone, constituant un bilan des émissions de gaz à effet de serre sur le périmètre "patrimoine et services". Ce bilan servira d'état initial à la réalisation d'un plan d'actions, le plan climat énergie territorial (PCET) visant à adapter les pratiques des services départementaux au regard du changement climatique, et atténuer leur impact en termes d'émissions de GES et de consommations d'énergies.



↳ Indicateurs LOLF

- 2 222 kW : puissance financée en système de chauffage au bois (+ 109 %).



→ **Espaces naturels sensibles** : 35 espaces naturels sensibles et sites "mesures compensatoires" ont bénéficié d'actions en 2012, contre 29 en 2011.

En 2012, un seul guide a rassemblé l'ensemble des animations nature du Département, soit 254 rendez-vous proposés par 17 partenaires en plus du Conseil général.

509 animations ont intéressé 10 086 personnes
48 chantiers avec des associations et entreprises d'insertion
et avec des personnes handicapées dans le cadre
d'ateliers protégés



↳ Indicateurs LOLF

- 10 086 participants aux visites encadrées (+ 6,5 %).



→ **Déchets** : en 2012 la réalisation d'un plan départemental de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du BTP a été décidée. La première phase de diagnostic initial a été lancée en partenariat avec la DDT et le CETE Normandie Centre.



→ **Plantations de haies** : 44 km de haies ont été plantés pour un montant de subvention de 245 k€. Ce qui représente 14,5 km (+33 %) de plus qu'en 2011.

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

➤ Action numérique

2 nouveaux télécentres ont été inaugurés en 2012, portant le total à 9 sur le territoire, et un site internet est dorénavant dédié au télétravail : teletravail.orne.fr

Cette action départementale aujourd'hui reconnue au niveau national a notamment été mise à l'honneur à l'occasion du Tour de France du télétravail passé dans les locaux de Star Tech 61 le 11 décembre 2012.

Le nouveau schéma départemental d'aménagement numérique s'appelle désormais le plan numérique ornaï. Il prévoit la desserte en très haut débit de sites stratégiques, la montée en débit sur cuivre de territoires mal desservis et le développement progressif de la fibre optique jusqu'à l'habitant, en privilégiant au maximum les infrastructures existantes.

Par ailleurs 1400 collégiens ont été sensibilisés aux dangers des différents webmédias, et une démarche a été initiée pour cataloguer les données numériques départementales géoréférencées.



Taux d'éligibilité des lignes ornaïses au 2 Mbits/s = 83,4 %
Taux d'éligibilité des lignes ornaïses au 8 Mbits/s = 76 %



➤ Patrimoine culturel

Les collections des archives départementales se sont accrues de 380 mètres.

3 200 visiteurs sur les sites du Conseil général durant les journées européennes du patrimoine qui ont mis à l'honneur en 2012 le Quartier Lyautey et le Maréchal Leclerc

1 500 000 connexions au site internet des Archives départementales (3^e position des sites d'archives les plus consultés en France)

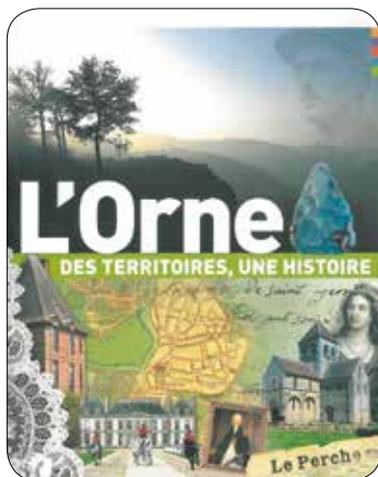
L'ouvrage de 144 pages "L'Orne, des territoires, une histoire" a été offert aux élèves de 6^e.

1 200 visiteurs à l'exposition "Trésors révélés du patrimoine ornaï"

Au total 14 326 personnes se sont rendues au Quartier Lyautey pour assister aux événements culturels, avec une nette progression le dimanche après-midi : 3 478 visiteurs contre 2 031 en 2011.

➤ Indicateurs LOLF

- 1 541 013 connexions au site internet www.archives.orne.fr (+29,6%).



RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

D - La collectivité exemplaire et responsable

D.1 Enjeu : valoriser un territoire riche et préservé

Enjeu	Objectif stratégique	Programme (budget 2011) Budget 2012	Évolutions (2011-2012)		Observations
			Budget	Impact DD	
Valoriser un territoire riche et préservé	Agir dans le respect de l'environnement	941 Bâtiments et propriétés départementales (3,4 M€) 4,9 M€	 + 43,7 %		Le budget en forte hausse permet toutefois d'améliorer les performances thermiques des bâtiments.
		942 Équipements et services (4,9 M€) 5,3 M€	 + 8,6 %		Un accent particulier a été mis sur l'achat de véhicules peu polluants. de même la consommation de papier est en forte baisse.

Les faits marquants

↳ Bâtiments et propriétés départementales

Les principaux travaux réalisés sur les bâtiments départementaux ont concerné le réaménagement du centre d'exploitation routière d'Alençon, la construction d'un practice au golf de Bellême et le remplacement du système de chauffage du Centre technique matériels et équipements.

Pour la deuxième année consécutive, le Conseil général a signé un contrat avec EDF, sous la désignation de "Certificats équilibre", pour s'assurer que l'ensemble de sa consommation électrique, collèges compris, sera couverte intégralement par une production d'énergies renouvelables correspondante. Le Conseil général marque ainsi sa volonté de développer ce type d'énergie et concourt ainsi à leurs développements par contractualisation.

8810 certificats équilibre contractualisés pour compenser l'ensemble de la consommation électrique du Conseil général



↳ Équipements et services

Véhicules : 6 nouvelles voitures électriques ont été achetées en 2012 pour équiper le golf.

En 2012 : 61,8 % des véhicules légers émettent moins de 120 g CO₂.

2 nouveaux véhicules électriques ont été mis à disposition des services.

Consommation de papier : en 2012 la consommation de papier s'est élevée à 12541860 feuilles, ce qui est bien inférieur aux 15 495 376 consommées en 2011, et prouve l'efficacité des actions menées par le Conseil général pour réduire le recours au papier (dématérialisation, équipement en matériels collectifs et performants permettant le recto-verso, réutilisation de papier brouillon...).

↳ Indicateurs LOLF

- taux moyen de pollution des véhicules légers : 128,10 g CO₂/km (-2,6 %)
- taux moyen de pollution des véhicules de - 3,5 tonnes : 230,7 g CO₂/km (-0,9 %)
- taux moyen de pollution des véhicules de + 3,5 tonnes : 745,9 g CO₂/km (-15,5 %).

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

D.2 Enjeu : conserver une capacité d'action

Enjeu	Objectif stratégique	Programme (budget 2011) Budget 2012	Évolutions (2011-2012)		Observations
			Budget	Impact DD	
Conserver une capacité d'action	Renforcer l'efficience et la qualité de service	911 Gestion des assemblées (1,6 M€) 2,1 M€	 + 33,2 %		Les actions de dématérialisation se sont poursuivies : contrôle de légalité, scannage des délibérations de la commission permanente...
		912 Gestion des ressources humaines (47,3 M€) 46,0 M€	 - 2,9 %		La baisse du budget doit être corrélée à la baisse des effectifs de 1,45 %. Mais les actions de formation sont en augmentation sensible.
		913 Conseil et audit (604 000 €) 632 000 €	 + 4,6 %		L'évolution de ce budget est fonction de l'activité du Conseil général ou des demandes extérieures.
		942 Équipements et services (9,3 M€) 9,2 M€	 - 1,2 %		Une légère baisse de budget a été possible notamment par la mutualisation de projets avec d'autres collectivités
	Préserver l'équilibre financier en surveillant ses grande composantes	954 Équilibre financier (1,6 M€) 2,5 M€	 + 56,6 %		Les dépenses ont légèrement augmenté alors que les recettes ont diminué en raison des facteurs nationaux indépendants du Conseil général. Toutefois une bonne gestion de la collectivité permet de conserver une capacité d'action.

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

➤ Les faits marquants

☐ Gestion des assemblées

Le service des affaires juridiques et des assemblées a poursuivi son travail de scannérisation des délibérations de la commission permanente afin de limiter les tirages papiers.

6 083 documents ont été scannés



☐ Gestion des ressources humaines

La politique de maîtrise de la masse salariale a permis en 2012 de réduire les dépenses nettes. Cette réduction se traduit par une baisse des effectifs de 1,45 % et de 8,1 % pour ce qui concerne les emplois temporaires.

➔ **Sécurité et prévention** : 30 analyses de postes de travail ont été réalisés afin de les adapter au mieux par rapport aux difficultés du poste.

Une grande partie du personnel a été formée aux risques incendie et aux exercices d'évacuation des bâtiments, améliorant ainsi la sécurité des agents et des visiteurs.

➔ **Insertion personnes handicapées** : en 2012 le taux de personnes handicapées employées par le Département s'est élevé à 5,88 % soit 80 agents, contre 5,09 %, soit 71 agents en 2011.

➔ **Formation** : 2 645 jours de formation réalisés contre 2 176 en 2011, soit une hausse de 21 %.

☐ Équipements et services

Des changements d'organisation importants ont permis une meilleure efficacité du service informatique.

En outre, la sécurité a été renforcée, plusieurs logiciels et bases de données ont été migrés sur des baies de stockage et serveurs virtuels.

Par ailleurs, un portail informatique a été mis en place pour faciliter le placement d'enfants en urgence ainsi qu'un nouveau logiciel au service de la protection maternelle et infantile pour la gestion des déclarations de grossesse et des certificats de santé.

Concernant la dématérialisation, deux nouveaux projets ont été mis en œuvre : la transmission automatisée du fichier des assistantes maternelles sur le site de la CAF ; l'envoi des flux financiers de la CAF relatifs au RSA vers la paie départementale.

Équilibre financier : en 2012, le Conseil général a réalisé 359 M€ de dépenses réelles dont un quart en investissement, notamment au niveau des routes et des collèges.

Pour le fonctionnement, les dépenses s'élèvent à 269 M€ dont 56 % concernent le secteur sanitaire et social. Ces dépenses ont donc progressé de 2,8 % mais cette augmentation a toutefois pu être contenue par une maîtrise des charges de gestion, afin de conserver une capacité d'action.

Les recettes de fonctionnement, quant à elles, ont diminué de 5 M€, totalisant 301 M€.

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

D - Modalités d'élaboration, de mise en œuvre et d'évaluation des actions, politiques publiques et programmes au regard d'une démarche de développement durable

D.2 L'organisation du pilotage des actions, politiques publiques et programmes

Avec le lancement de la démarche bilan carbone et plan climat énergie territorial, l'ensemble des agents du Conseil général a pu être sensibilisé aux thématiques du changement climatique, des émissions de gaz à effet de serre et de l'impact des consommations d'énergies.

Ainsi, une réunion de lancement a eu lieu à destination des responsables de services et des agents concernés par la collecte des données.

Plusieurs réunions de présentation ont également eu lieu dans les différents pôles en présence des chefs de service, afin que l'information puisse être diffusée au sein de chaque service.

L'ensemble des directeurs a été sollicité dans le cadre des réunions de direction. Ces moments d'échanges ont été l'occasion d'aborder les différentes pratiques et les souhaits de chaque direction dans ces thématiques et de valider les différentes étapes et les documents à diffuser.

Les agents du Conseil général ont été sollicités par le biais du blog DD, par l'intranet ou encore par la lettre interne 6.1.

Enfin, plusieurs présentations ont été réalisées auprès des élus; soit dans le cadre de la commission agriculture et développement durable pour un travail de validation plus restreint, soit dans le cadre du Conseil général, rassemblant les 40 Conseillers généraux, afin d'approuver le travail collégial présenté.

Ainsi, par le biais de cette nouvelle démarche transversale structurante, de nombreux domaines du développement durable ont pu être abordés.

Cette première habitude de travail transversal sur des thématiques DD amènera probablement des réflexions sur les thématiques non encore abordées dans le cadre du PCET.

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

F - Les axes d'amélioration pour 2013

2013 sera une année de concertation interne importante, dans le cadre de la réalisation du plan d'actions constituant le PCET. En effet de nombreuses actions seront discutées et chiffrées afin d'atténuer l'impact du CG en matière de GES et de consommations d'énergies fossiles.

Cette concertation sera l'occasion de se questionner sur nos pratiques en matière de développement durable et de se fixer des objectifs à atteindre pour respecter le facteur 4 souhaité par l'Etat Français (division par 4 de nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050).

En parallèle à cette réflexion, plusieurs actions seront menées :

- acquisition de 10 véhicules électriques en remplacement de véhicules à moteur thermique réformés
- installation de bornes de recharge publiques pour les véhicules électriques
- actions de médiation à domicile prévues sur un territoire pilote afin de lutter contre la précarité énergétique
- nouveau programme de création de télécentres sur 3 ans
- réflexion pour équiper les toitures des entrepôts du Conseil général par des capteurs photovoltaïques
- possibilité pour les Ornaïs de réagir au PCET en cours de réalisation par le biais du site internet.

En outre, la réflexion sur la valorisation des délaissés routiers devrait se poursuivre et des premières plantations devraient avoir lieu sur le projet neuf reliant Flers à Landigou.

Les réflexions engagées sur la promotion des circuits courts seront poursuivies, notamment au niveau des collèges, ainsi que l'étude comparative avec des solutions de chauffages au bois, lors de travaux de rénovations, et l'emploi de matériaux bas carbone, lorsque cela est possible.

GLOSSAIRE

APA	Allocation Personnalisée d'Autonomie
ANAH	Agence Nationale de l'Habitat
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CNSA	Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie
CRIJ	Centre Régional d'Information Jeunesse
DD	Développement Durable
EHPAD	Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes
ENS	Espace Naturel Sensible
ESAT	Etablissement ou Service d'Aide par le Travail
GES	Gaz à Effet de Serre
LOLF	Loi Organique relative aux Lois de Finance
PCET	Plan Climat Energie Territorial
PMI	Protection Maternelle et Infantile
RSA	Revenu de Solidarité Active
SAMSAH	Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés
SAVS	Service d'Accompagnement à la Vie Sociale
SDIS	Service Départemental d'Incendie et de Secours
TIC	Techniques de l'Information et de la Communication



Pae



Conseil général de l'Orne
Bureau énergie-déchets-développement durable
27, boulevard de Strasbourg
B.P. 528 - 61017 ALENÇON Cedex
Tél. 02 33 81 61 52
<http://www.orne.fr>